

AVRIL
2015
n°238

SOMMAIRE

Pages 1 et 2 :
IR 2014 et ISF 2015 :
Le calendrier.

Pages 2 et 3 :
Fiscalité :
La bonne maîtrise des
frais réels.

Page 4 :
Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés.

IR 2014 ET ISF 2015 : LE CALENDRIER

L'arrivée du printemps est annonciateur du retour des obligations fiscales. Ainsi, c'est à compter de la seconde semaine d'avril que l'administration fiscale va adresser les imprimés de déclaration de revenus aux contribuables. **La date de dépôt des déclarations de revenus est, quant à elle, fixée au mardi 19 mai.** Pour les déclarations effectuées en ligne, cette date est, selon les zones, repoussée au mardi 26 mai (départements 01 à 19), au mardi 2 juin (départements 20 à 49) ou **au mardi 9 juin** (départements 50 à 976). Les non-résidents ne bénéficient plus d'un délai supplémentaire et devront donc respecter les dates du 19 mai ou du 9 juin en cas de déclaration en ligne. Les déclarations professionnelles (imprimés 2035 et 2031) ainsi que les déclarations de SCI (imprimé 2072) doivent, quant à elles, être déposées pour le mardi 5 mai 2015 au plus tard.

Concernant l'ISF, rappelons que le mode déclaratif diffère selon la valeur du patrimoine. **Les contribuables dont le patrimoine taxable est inférieur à 2 570 000 € sont soumis à une procédure allégée** puisqu'il leur suffit de reporter sur la déclaration des revenus, imprimé 2042 C, le montant du patrimoine brut et net. La date de dépôt est donc équivalente à celle de l'impôt sur le revenu, soit le **19 mai voire le 9 juin en cas de déclaration en ligne** (départements 50 à 976). Aucun justificatif ne doit être joint et le paiement de l'ISF s'opérera, comme pour l'impôt sur le revenu, après l'émission d'un avis d'imposition qui interviendra vers le 15 septembre 2015.

Les contribuables dont le patrimoine est supérieur à 2 570 000 € sont tenus de déposer une déclaration d'ISF détaillée pour le 15 juin 2015 au plus tard. Cette déclaration doit comporter les justificatifs des dettes déduites au passif et des éventuelles réductions d'ISF réalisées. Le paiement de l'impôt s'opère de manière spontanée en même temps que le dépôt de la déclaration.

La dernière loi de finances n'ayant pas provoqué de bouleversements majeurs au niveau de l'ISF, le cru 2015 sera donc semblable à celui de 2014. Autrement dit, **le seuil d'imposition reste fixé à 1 300 000 €.** Dès lors, les contribuables dont le patrimoine net est inférieur à 1 300 000 € ne sont pas concernés par l'impôt sur la fortune. En raison de l'absence de revalorisation, les tranches du barème ISF restent identiques à celles de 2014 et se déclinent comme suit :

Fraction de la valeur du Patrimoine	Taux	Formule de calcul des droits
De 0 à 800 000 €	0,00 %	Patrimoine X 0
De 800 000 € à 1 300 000 €	0,50 %	(Patrimoine X 0,005) - 4 000 €
De 1 300 000 € à 2 570 000 €	0,70 %	(Patrimoine X 0,007) - 6 600 €
De 2 570 000 € à 5 000 000 €	1,00 %	(Patrimoine X 0,01) - 14 310 €
De 5 000 000 € à 10 000 000 €	1,25 %	(Patrimoine X 0,0125) - 26 810 €
Au-delà de 10 000 000 €	1,50 %	(Patrimoine X 0,015) - 51 810 €

Afin de limiter les effets de seuil liés à l'application du barème (taxation dès 800 000 € pour un seuil d'imposition de 1 300 000 €), **les contribuables dont le patrimoine est compris entre 1 300 000 € et 1 400 000 € bénéficient d'une dé-cote**. Celle-ci est calculée comme suit : 17 500 € - 1,25 % de la valeur du patrimoine. Un contribuable dont le patrimoine est fixé à 1 300 000 € aura donc un ISF limité à 1 250 € et à 2 225 € pour un patrimoine de 1 350 000 €.

La formule de calcul des droits reprise dans le tableau de la page précédente permet de déterminer le montant de manière directe. Ainsi, dans le cas d'un patrimoine taxable de 2 000 000 €, le montant de l'ISF à payer ressort à 7 400 € ((2 000 000 € X 0,007) - 6 600 €) et à 25 690 € ((4 000 000 € X 0,01) - 14 310 €) pour un patrimoine de 4 000 000 €.

Aucune modification n'est à signaler en matière de réductions d'ISF tant pour les dons que pour l'investissement au capital des PME. En conséquence, le plafond global reste fixé à 45 000 € pour les dons ou les investissements en direct dans les PME et à 18 000 € pour les souscriptions au titre des FIP et des FCPI. Les taux de réductions d'impôt demeurent également inchangés, à savoir 75 % en matière de dons et 50 % pour les investissements dans les PME. Autrement dit, pour bénéficier d'une réduction d'ISF de 15 000 €, le contribuable peut réaliser 20 000 € de dons ou des investissements en titres de PME (en direct ou en FCPI/FIP) à concurrence de 30 000 €. **Dans notre prochaine lettre, nous détaillerons les solutions que nous préconisons en matière d'investissements PME en vue de réduire ou d'annuler l'ISF à payer au titre de cette année.** Notre sélection alliera aussi bien des solutions axées sur la sécurité que sur le dynamisme des PME.

Enfin, nous vous rappelons que si vous désirez **gommer toute ou partie de votre impôt sur le revenu**, la meilleure solution consiste à en anticiper le paiement par le biais de la location de biens industriels avec **garantie de bonne fin fiscale et financière**. Les rendements de ce type d'opérations sont compris entre 10 % et 13 % selon la date de réalisation.

FISCALITE : LA BONNE MAITRISE DES FRAIS REELS

Les frais engagés par un salarié dans le cadre de son activité professionnelle sont déductibles de son revenu au titre des frais professionnels. Pour ce faire, l'administration fiscale pratique un abattement forfaitaire de 10 % sur les salaires déclarés. Cet abattement est fixé au minimum à 426 € sans pouvoir excéder 12 157 €. En clair, un salaire annuel de 3 000 € sera repris pour 2 574 € (3 000 € - 426 €) et un salaire annuel de 300 000 € sera imposé sur 287 843 €. Ce mode opératoire offre une grande simplicité puisqu'aucune démarche particulière ne doit être accomplie et aucun justificatif ne doit être fourni.

Toutefois, cette simplicité ne doit pas occulter la **possibilité d'opter pour les frais réels**. En toute logique, si les frais réellement engagés par le salarié se trouvent être supérieurs au forfait des 10 %, il convient alors d'opter pour les frais réels. Il est à noter que, pour être déductibles, **les dépenses doivent avoir un caractère professionnel et être justifiées**.

La liste des dépenses éligibles est vaste et comprend notamment : les frais de transport du domicile au lieu de travail, les frais de déplacements professionnels effectués durant les heures de travail, les frais de mission, les frais de déménagement, les frais de double résidence, les frais de nourriture, les frais de formation et de stage, les frais de recherche d'un nouvel emploi, les frais de documentation et de voyage d'étude, les frais relatifs aux locaux professionnels, les frais de matériel, de mobilier et de fournitures, les frais vestimentaires, les frais de réception, de représentation et de gratification, les frais médicaux, les frais de personnel, les frais exposés dans l'exercice d'une activité de représentation du personnel, les frais liés aux vols, les frais de travail de nuit, les frais de procès, les frais spécifiques à certaines professions artistiques, les cotisations professionnelles, les engagements de caution, les intérêts d'emprunt contractés pour l'acquisition de son entreprise...

Ne pouvant développer l'ensemble de ces points dans cette lettre, nous nous contenterons d'aborder les frais les plus souvent rencontrés. Si vous souhaitez des informations sur les autres frais, nous vous invitons à consulter notre site internet à l'adresse suivante : <http://www.magellanconseil.fr/informations-patrimoniales-et-fiscales/les-frais-reels>.

Les frais de transport du domicile au lieu de travail.

La déduction des frais est accordée lorsque la **distance entre le domicile et le lieu de travail n'excède pas 40 Km**. Au-delà, le salarié peut néanmoins obtenir la déduction intégrale de ses frais de transport mais il doit justifier de l'éloignement par des circonstances particulières liées à l'emploi ou à des contraintes familiales et sociales. Si cette justification n'est pas apportée, la déduction est uniquement admise sur les 40 premiers kilomètres. **En règle générale, un seul aller-retour quotidien est accepté**. Toutefois, dans certains cas particuliers (aucune possibilité de se restaurer sur son lieu de travail ou à proximité à un prix inférieur au coût d'un trajet aller-retour, horaires de travail atypiques, problèmes de santé, ...), il est possible de comptabiliser deux allers-retours par jour.

Le salarié qui a le choix entre plusieurs modes de transport (train, bus, voitures, deux roues...) peut opter pour celui qui lui convient le mieux. En cas d'utilisation de son véhicule, le salarié peut, par mesure de simplification, **utiliser le barème kilométrique publié par l'administration fiscale** qui est fonction de la puissance fiscale du véhicule et du nombre de kilomètres effectués dans l'année. Le conducteur d'une voiture de 7 CV et plus qui effectue 20 000 kilomètres par an pour se rendre sur son lieu de travail pourra ainsi opérer une déduction de 8 020 €.

Les frais de parking, de garage, de péages et d'intérêts d'emprunt liés au financement du véhicule peuvent être ajoutés au montant résultant de l'utilisation du barème kilométrique pour leur montant réel et sans plafonnement à la condition d'être justifiés. A défaut de recourir au barème kilométrique, le salarié peut retenir les frais (carburant, assurance, réparation, entretien, pneus et dépréciation du véhicule) pour leur montant réellement payé à condition de pouvoir les justifier sachant qu'ils ne pourront excéder le montant résultant de l'utilisation du barème kilométrique.

Les frais de repas.

Les frais de nourriture constituant une dépense d'ordre personnel ne devraient pas, en principe, être déductibles au titre des frais professionnels. Toutefois, les salariés dont l'activité professionnelle rend obligatoire la prise des repas hors de chez eux du fait des horaires de travail, ou de l'éloignement, peuvent déduire les repas pris sur place ou à proximité de leur lieu de travail. **S'ils peuvent justifier du montant, la déduction porte sur les dépenses réellement supportées moins la valeur des repas pris à domicile**, estimée forfaitairement à 4,60 €. **Les salariés qui sont dans l'impossibilité de justifier du montant des frais de repas peuvent déduire une valeur forfaitaire de 4,60 € par repas** à la condition qu'ils n'aient pas accès à une restauration collective sur leur lieu de travail.

Les frais de déplacements professionnels et les frais de mission.

Les frais de voyages, de mission, de tournée ou de participation à un congrès liés à l'exercice même de l'activité professionnelle sont déductibles. Les salariés qui utilisent leur véhicule personnel à des fins professionnelles peuvent déduire les frais supportés.

Les frais de double résidence.

La déduction des frais de double résidence est **nécessairement conditionnée à des contraintes d'ordre professionnel. Tout choix personnel ou non justifié n'ouvrira donc pas droit à déduction**. Le simple fait que l'un des conjoints possède un emploi proche du domicile familial permet de justifier des frais de double résidence dès lors que le lieu de travail de l'autre conjoint se situe à un endroit éloigné. **Les dépenses de logement** (loyers et frais annexes), **de nourriture** (à la condition que le contribuable apporte la preuve qu'il soit contraint de prendre ses repas au restaurant), et **de transport pour rejoindre le domicile familial**, dans la limite d'un aller-retour par semaine, sont admises par l'administration fiscale. Il est à noter que les intérêts d'emprunt supportés pour l'acquisition de la seconde résidence sont également déductibles.

Les frais de formation et de stage.

Les salariés en activité et les demandeurs d'emploi peuvent déduire les dépenses supportées en vue **d'acquérir un diplôme ou une qualification leur permettant soit d'améliorer leur situation au sein de la profession qu'ils exercent, soit d'obtenir un nouvel emploi dans un autre domaine professionnel**. Outre les frais directs de formation, **la déduction porte également sur les frais annexes tels que les frais de transport et de résidence liés à la formation ou au stage**. Les éventuels intérêts d'emprunts contractés en vue de financer la formation sont également déductibles.

Les frais de recherche d'un nouvel emploi.

Les demandeurs d'emploi ainsi que les salariés désireux de changer d'emploi peuvent déduire les **frais de déplacement pour se rendre aux entretiens, les frais de confection de CV, les frais de communications téléphoniques et les dépenses engagées pour suivre des stages de formation professionnelle**. Les dépenses engagées pour l'acquisition d'un ordinateur et celles relatives à l'abonnement internet sont déductibles si elles ont un lien direct avec la recherche d'un emploi. S'agissant de biens et services dont l'usage est mixte, c'est-à-dire à la fois professionnel et personnel, la déduction ne peut porter que sur la part utilisée à titre professionnel.

Les frais relatifs aux locaux professionnels.

A la condition que leur employeur ne mette aucune pièce à leur disposition, les salariés peuvent inclure dans leurs dépenses professionnelles **les charges se rapportant aux locaux qu'ils utilisent pour les besoins de leur activité professionnelle**. Sont ainsi concernés : les loyers augmentés des sommes remboursées au bailleur, les intérêts d'emprunt, les dépenses d'entretien, de réparation et d'amélioration, les charges de copropriété, les frais de nettoyage, de gardiennage, de ramonage, d'éclairage, de chauffage, de prime d'assurance, les dépenses d'agencements liées à l'exercice de la profession ainsi que les impôts locaux.

Dans le cas où le contribuable utilise une partie de sa résidence principale pour exercer son activité professionnelle, les dépenses déductibles seront limitées à la quote-part nécessaire à l'exercice de sa profession. Dans tous les cas, les dépenses d'acquisition ou de reconstruction d'une partie de l'habitation principale ne sont pas déductibles.

Les frais de matériel, de mobilier et de fournitures.

Les frais de fournitures et d'imprimés, les frais de communication (téléphone, télécopie ...), les dépenses de mobilier, de matériel informatique et de logiciels sont admis en déduction. Bien évidemment, en cas d'utilisation mixte (usage professionnel et personnel), seule la dépense correspondante à la partie professionnelle est déductible.

Le contribuable a pour obligation de tenir compte de la dépréciation effective du bien dans le temps. Autrement dit, dès lors que **la durée d'utilisation est supérieure à 1 an, la déduction est limitée à une annuité d'amortissement calculée selon le mode linéaire**. Toutefois, **les biens dont la valeur unitaire est inférieure à 500 € hors taxes dérogent à cette règle** et peuvent donc être déduits l'année de leur acquisition.

Comme vous pouvez le constater, les règles fiscales sont complexes, néanmoins, leur maîtrise est indispensable pour opérer les bons choix. Vous disposez désormais de tous les éléments pour calculer vos frais réels et les imputer s'ils excèdent l'abattement de 10 % pratiqué par l'administration fiscale. N'hésitez pas à nous solliciter en cas de doutes.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 mars 2015

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 033,64	1,66%	17,81%	47,02%	26,66%
PARIS (CAC Mid&Small)	11 011,28	1,84%	17,72%	67,57%	66,69%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 871,05	1,71%	17,71%	50,43%	35,81%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 697,38	2,73%	17,50%	49,25%	26,14%
NEW YORK (Dow Jones)	17 776,12	-1,97%	-0,26%	34,54%	63,74%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 900,88	-1,26%	3,48%	58,52%	104,38%
FRANCFORT (Dax Xetra)	11 966,17	4,95%	22,03%	72,25%	94,46%
LONDRES (FTSE 100)	6 773,04	-2,50%	3,15%	17,42%	19,25%
TOKYO (Nikkei 225)	19 206,99	2,18%	10,06%	90,48%	72,62%
MONDE (Msci World) en Euros	169,93	2,57%	14,73%	58,03%	74,09%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,05%	-0,16%	-0,01%	0,41%	0,91%
ETATS-UNIS	0,14%	0,52%	1,38%	1,89%	2,33%
ROYAUME-UNI	0,51%	0,39%	1,01%	1,64%	2,17%
JAPON	0,07%	0,03%	0,10%	0,33%	1,14%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	34 850 €	-0,40%	10,28%	-13,11%	33,02%
NAPOLEON	208,40 €	2,66%	11,56%	-14,24%	34,63%
EURO / DOLLAR	\$ 1,0729	-4,18%	-11,45%	-19,67%	-20,40%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,7226	-0,40%	-6,75%	-13,35%	-18,79%
EURO / 100 YENS	¥ 128,71	-3,89%	-10,74%	17,48%	2,21%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,0438	-2,27%	-13,21%	-13,34%	-26,88%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 mars 2015

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 143,2 milliards d'euros au 4 ^{ème} trimestre 2014
DEFICIT PUBLIC 2013	87,6 milliards d'euros soit 4,3 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2014	2 037,8 milliards d'euros soit 95 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,10 % au 4 ^{ème} trimestre 2014
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 0,10 % en janvier 2015
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,10 % en février 2015
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 170 euros par mois à compter du 01/01/2015
SMIC	9,61 euros à compter du 01/01/2015
INDICE DES PRIX	- 0,30 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	- 0,35 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,37 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,40 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement
Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB
Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)